

res. Je suppose, néanmoins, que c'est là matière d'opinion.

Il y a une chose sur laquelle nous sommes tous d'accord, je pense, c'est que la paix dans le monde est l'objectif et le but de notre politique étrangère, tout d'abord, pour nous permettre de développer nos immenses ressources et deuxièmement, parce que les Canadiens s'opposent du point de vue moral au recours à la guerre pour résoudre les problèmes mondiaux. Il y a un autre aspect à considérer, peut-être le plus important de tous, c'est que nous serions voués à une destruction totale en cas de guerre nucléaire entre les deux grandes puissances du monde actuel, l'Union soviétique et les États-Unis.

On devrait se garder néanmoins de penser que toutes les autres nations adoptent ces mêmes objectifs en matière de politique étrangère ou agissent pour les mêmes motifs. Je tiens à signaler que l'Union soviétique s'est emparée de 17 de ses voisins depuis 1939. Nous devrions nous garder de supposer que parce que nous sommes en faveur de la paix universelle, tout le monde est du même avis. Ce n'est certainement pas le cas. La divergence d'opinion actuelle au pays porte, semble-t-il, sur la façon dont le Canada peut le mieux réaliser son objectif: la paix mondiale. Dans ce domaine, le Canada peut adopter des politiques à long, à court ou à moyen terme. Ceux qui donnent leur avis sur la politique étrangère ne savent pas toujours faire la distinction voulue entre les moyens à court terme et les moyens à long terme et pourtant cette distinction est essentielle. Nos politiques, à longue ou brève échéance, ont toujours été mises en œuvre en collaboration avec d'autres. On dit souvent que la politique étrangère du Canada repose sur quatre pierres angulaires—nos relations avec les États-Unis, nos relations avec le Commonwealth, nos rapports spéciaux avec les États-Unis et notre rôle au sein de l'OTAN. Bien entendu, nous collaborons également au maintien de la stabilité mondiale par l'intermédiaire d'autres organismes, comme le Fonds monétaire international et la Banque mondiale.

• (5.30 p.m.)

Certes, j'approuve la proposition de mon ancien ami et collègue, M. Escott Reid. Il y a environ un an, il a exposé la thèse bien connue que les deux problèmes principaux que nous aurons à résoudre d'ici la fin du siècle seront probablement le développement des pays émergents et la prévention de la famine et de la pauvreté dans cette partie du monde, ainsi que la normalisation des rapports entre la République populaire de Chine et le monde dit occidental. J'approuve M. Reid et bien d'autres personnes qui soutiennent ce point de vue. Ces mesures sont essentiellement à lon-

gue échéance, pour ainsi dire. Elles sont essentielles, on ne peut guère en douter. Mais personne ne dira que les mesures à long terme comme celles-ci contredisent nécessairement ce qui pourrait passer pour des mesures à court terme très essentielles. Les deux catégories ne sont pas incompatibles; elles sont complémentaires.

Il est évident que la politique à court terme que nous devons appliquer consiste à prévenir les conflits mondiaux immédiats. Il y a toujours eu des conflits et des menaces de conflit dans le monde qui nous entoure. Notre monde est très bouleversé: la force est devenue de plus en plus importante dans le règlement des conflits. Cette attitude se reflète dans notre pays où les gens acceptent la violence comme un moyen de résoudre les problèmes. Je regrette, mais je dois dire que dans certains cas, la génération qui suit la mienne a encouragé la violence, bien que parfois la violence soit défendue par des gens plus âgés. Ils n'ont rien de bon dans l'esprit.

Pour revenir sur l'éventualité des conflits, nous devons nous rappeler que cette possibilité existe aujourd'hui au Moyen-Orient. De nombreux conflits latents pourraient aboutir par une troisième guerre mondiale. Au cours des dernières années, le Canada a fait beaucoup plus qu'il ne lui appartenait pour essayer d'endiguer ces conflits, dont certains pourraient être considérés comme des guérillas. Certes, un grand nombre d'entre eux sont plus graves que cela. Nous aurions probablement continué d'accomplir cette tâche au Moyen-Orient, si nos troupes n'avaient pas été renvoyées, il y a quelques années, par le colonel Nasser. Je songe également au Congo et à notre rôle actuel à Chypre. Nous avons beaucoup fait pour endiguer ces conflits plus réduits, dont certains auraient pu dégénérer en une troisième guerre mondiale si on ne les avait pas contenus.

Je suis d'accord avec les députés d'en face: il faudrait poursuivre ce genre de travail, très utile, à mon avis. Cependant, la seule menace importante qui pèse sur le Canada à l'heure actuelle est celle d'un conflit entre l'Union soviétique et les États-Unis d'Amérique. Je veux parler, bien entendu, d'un conflit qui, par escalade, déboucherait sur une guerre nucléaire. Les raisons qui motivent mon affirmation sont évidentes et il n'est pas nécessaire que je m'y arrête longuement. Nous sommes pris en sandwich entre ces deux pays. Nous sommes coincés entre les deux plus grandes puissances et, advenant une guerre nucléaire, le Canada, tel que nous le connaissons, serait sans doute détruit. Personne ne le nierait. Notre politique extérieure devrait donc avoir pour objectif immédiat de prévenir, par tous les moyens possibles, une guerre de cette nature. Il ne s'agit pas là d'un objectif loin-